

Art. 2. Dit besluit treedt in werking met ingang van het academiejaar 2022-2023.

Art. 3. De minister van Hoger Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.
Brussel, 31 maart 2022.

De Minister-President,
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie, Universitaire Ziekenhuizen, Hulpverlening
aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,
V. GLATIGNY

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2022/31730]

31 MARS 2022. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif aux formations des animateurs et des coordinateurs de centres de vacances, à l'habilitation des organismes de formation, à l'homologation des brevets, aux équivalences et à la commission d'avis relative à la formation dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 17 mai 1999 relatif aux centres de vacances, article 5bis, § 2, alinéa 4, inséré par le décret du 30 avril 2009 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 mai 2009 relatif aux formations des animateurs et des coordinateurs de centres de vacances, à l'habilitation des organismes de formation, à l'homologation des brevets, aux équivalences et à la commission d'avis relative à la formation, modifié le 11 février 2021 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 février 2021 relatif aux formations des animateurs et des coordinateurs de centres de vacances, à l'habilitation des organismes de formation, à l'homologation des brevets, aux équivalences et à la commission d'avis relative à la formation dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19 ;

Vu le test genre du 14 décembre 2021 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1^o, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 15 décembre 2021 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 décembre 2021 ;

Vu l'avis de la Commission consultative des organisations de jeunesse, donné le 2 février 2022 ;

Vu l'avis n^o71/096 du Conseil d'Etat, donné le 16 mars 2022, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1er, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant qu'il convient d'adapter les modalités relatives à la formation des animateurs et coordinateurs de centres de vacances aux mesures prises par le Comité de concertation afin de limiter la propagation du COVID-19 ;

Considérant que les dispositions prévues dans le présent arrêté visent à rendre possible l'organisation des formations, à ne pas retarder l'acquisition de la qualification obtenue au terme du parcours par les animateurs et les coordinateurs ;

Considérant l'impossibilité d'organiser les formations en résidentiel jusqu'au 22 décembre 2021, au plus tôt ;

Considérant l'avis favorable de la commission générale d'avis sur les centres de vacances relatif à l'organisation des formations d'animateurs et coordinateurs de centres de vacances, donné le 21 janvier 2022, lequel souligne la nécessité des mesures proposées tout en rappelant l'importance du résidentiel dans le parcours de formation ;

Considérant l'avis favorable de la commission consultative des organisations de jeunesse, donné le 2 février 2022, lequel souligne la nécessité de permettre l'organisation des formations et insiste sur la reprise du résidentiel le plus rapidement possible.

Sur la proposition de la Ministre de l'Enfance et de la Ministre de la Jeunesse ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1^o « Le décret » : le décret du 17 mai 1999 relatif aux centres de vacances ;

2^o « l'arrêté » : l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 mai 2009 relatif aux formations des animateurs et des coordinateurs de centres de vacances, à l'habilitation des organismes de formation, à l'homologation des brevets, aux équivalences et à la commission d'avis relative à la formation.

Art. 2. Par dérogation à l'article 6 de l'arrêté et uniquement pour les parcours de formation dont une partie se déroule en 2020, 2021 ou 2022, les modalités pratiques d'organisation de la formation d'animateur sont les suivantes :

1^o cent-cinquante heures de formation théorique et cent-cinquante heures de stage pratique qui s'étalent sur une durée maximale de quarante-huit mois ;

2^o un minimum de cent-dix heures de formation théorique s'organisent en résidentiel en minimum deux et maximum huit périodes ;

3^o au moins une ou deux périodes de stage pratique totalisant un minimum de septante-cinq heures sont prestées après un minimum de 40h théoriques.

Le nombre de cent-cinquante heures de formation théorique visé à l'alinéa 1^{er}, 1^o, est réalisé en résidentiel. Toutefois, dans le cas où l'organisation de la formation doit être adaptée pour cause sanitaire due au COVID-19, une partie des heures de formation théorique peut être organisée en non-résidentiel ou en visio-conférence, sur dérogation accordée par le Service de la Jeunesse.

En cas de dérogation, le nombre d'heures de formation théorique en non résidentiel est de maximum 75h et le nombre d'heures en visio-conférence est de maximum 40h sur l'ensemble du parcours. Si des heures de résidentiel font l'objet de cette dérogation, le contenu de la formation d'animateur visé à l'article 4 de l'arrêté est complété par un contenu relatif au résidentiel en centres de vacances. Ce contenu est approuvé par le Service de la Jeunesse et comprend au minimum les aspects de gestion de l'animation, de logistique et les relations humaines au sein du résidentiel ainsi que la connaissance de soi en situation résidentielle.

La demande de dérogation doit être introduite par écrit au Service de la Jeunesse et comporter au moins les éléments suivants : les raisons qui rendent impossible l'organisation en résidentiel, la description des modifications apportées au parcours de formation et des contenus adaptés, la manière de compenser les apports du résidentiel.

La durée de quarante-huit mois visée à l'alinéa 1^{er}, 1^o, peut être prolongée de manière exceptionnelle sur dérogation accordée par le Service de la Jeunesse.

Art. 3. Par dérogation à l'article 11 de l'arrêté et uniquement pour les parcours de formation dont une partie se déroule en 2020, 2021 ou 2022, les modalités pratiques d'organisation de la formation de coordinateur sont les suivantes :

1^o une première période de stage pratique de cent heures minimums en tant qu'animateur breveté ou assimilé dans un centre de vacances agréé conformément au décret, à prester avant le premier stage pratique de septante-cinq heures en tant que coordinateur ;

2^o cent-cinquante heures de formation théorique dont cent-dix heures minimum en résidentiel, réparties sur deux cycles. Chaque cycle comprend au moins :

a) septante heures de formation théorique ;

b) septante-cinq heures de stage pratique en tant que coordinateur ;

c) huit heures de formation théorique incluant l'évaluation collective.

Les deux cycles visés à l'alinéa 1^{er}, 2^o, se déroulent sur une durée totale minimale de douze mois et maximale de quarante-huit mois. Ils sont organisés de la façon suivante :

1^o lors du premier cycle de formation, le stage pratique doit être supervisé par un coordinateur breveté ou en second cycle de formation ou avoir fait l'objet d'une convention avec le pouvoir organisateur du centre de vacances. Cette convention précise les modalités pratiques d'accompagnement. La commission formation est chargée d'établir un canevas de rédaction pour cette convention ;

2^o lors du second cycle de formation, le stage pratique se réalise en tant que coordinateur à part entière, en plaine ou séjour.

Le nombre de cent-dix heures de formation théorique visé à l'alinéa 1^{er}, 2^o, est réalisé en résidentiel. Toutefois, dans le cas où l'organisation de la formation doit être adaptée pour cause sanitaire due au COVID-19, ces heures de formation théorique peuvent être organisées en présentiel ou en virtuel, sur dérogation accordée par le Service de la Jeunesse.

En cas de dérogation, le nombre d'heures de formation théorique en non résidentiel est de maximum 55h et le nombre d'heures en virtuel est de maximum 40h sur l'ensemble du parcours. Si des heures de résidentiel font l'objet de cette dérogation, le contenu de la formation d'animateur visé à l'article 4 de l'arrêté est complété par un contenu relatif au résidentiel en centres de vacances. Ce contenu est approuvé par le Service de la Jeunesse et comprend au minimum les aspects de gestion de l'animation, de logistique et les relations humaines au sein du résidentiel ainsi que la connaissance de soi en situation résidentielle.

La demande de dérogation doit être introduite par écrit au Service de la Jeunesse et comporter au moins les éléments suivants : les raisons qui rendent impossible l'organisation en résidentiel, la description des modifications apportées au parcours de formation et des contenus adaptés, la manière de compenser les apports du non résidentiel.

Art. 4. Par dérogation à l'article 14 de l'arrêté, pour les formations organisées entre le 25 mai 2020 et le 31 décembre 2022, les normes d'encadrement minimales pour une période de formation théorique sont d'un formateur par groupe entamé de douze participants.

Art. 5. Par dérogation à l'article 17, §1^{er}, de l'arrêté, pour les stages pratiques réalisés entre le 1^{er} juillet et le 31 décembre 2022, dans le cas où l'organisation du centre de vacances doit être adaptée ou interrompue pour cause sanitaire due au COVID-19, les heures pratiques prestées sont valorisées pour le stage pratique selon le calcul suivant :

1^o lorsque le stage pratique est effectué en séjour ou en camp, une journée comptabilisant onze heures d'accueil des enfants compte pour quinze heures de stage pratique ;

2^o lorsque le stage pratique est effectué en plaine, une journée comptabilisant sept heures d'accueil des enfants compte pour dix heures de stage pratique.

Art. 6. La Ministre de la Jeunesse est habilitée à prolonger les délais visés dans le présent arrêté, sans toutefois que ces prolongations excèdent l'année 2023.

Art. 7. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 février 2021 relatif aux formations des animateurs et des coordinateurs de centres de vacances, à l'habilitation des organismes de formation, à l'homologation des brevets, aux équivalences et à la commission d'avis relative à la formation dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19 est abrogé.

Art. 8. A titre transitoire, les périodes réalisées en application de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 février 2021 relatif aux formations des animateurs et des coordinateurs de centres de vacances, à l'habilitation des organismes de formation, à l'homologation des brevets, aux équivalences et à la commission d'avis relative à la formation dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19 sont comptabilisées dans le nombre d'heures de formation visé aux articles 2, 3 et 4, et ce jusqu'au terme de la formation concernée.

Art. 9. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2022.

Art. 10. Les Ministres ayant la jeunesse et l'enfance dans leurs attributions sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 31 mars 2022.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président,

P.-Y. JEHOLET

La Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des femmes,

B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,

V. GLATIGNY

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2022/31730]

31 MAART 2022. — Besluit van de regering van de Franse Gemeenschap betreffende de opleiding van de animatoren en de coördinatoren van de vakantiecentra, de machtiging van de opleidingsinstellingen, de goedkeuring van de brevetten, de gelijkwaardigheid en de adviescommissie voor de opleiding in het kader van de gezondheidscrisis COVID-19

De regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 17 mei 1999 betreffende de vakantiecentra, artikel 5*bis*, § 2, vierde lid, ingevoegd bij het decreet van 30 april 2009;

Gelet op het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 27 mei 2009 betreffende de opleiding van de animatoren en de coördinatoren van de vakantiecentra, de machtiging van de opleidingsinstellingen, de goedkeuring van de brevetten, de gelijkwaardigheid en de adviescommissie voor de opleiding, gewijzigd op 11 februari 2021;

Gelet op het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 11 februari 2021 betreffende de opleiding van de animatoren en de coördinatoren van de vakantiecentra, de machtiging van de opleidingsinstellingen, de goedkeuring van de brevetten, de gelijkwaardigheid en de adviescommissie voor de opleiding in het kader van de gezondheidscrisis COVID-19;

Gelet op de gendertest van 14 december 2021 opgesteld met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1^o, van het decreet van 7 januari 2016 betreffende de integratie van de genderdimensie in alle beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, uitgebracht op 15 december 2021;

Gelet op de akkoordbevinding van de minister van Begroting van 22 december 2021;

Gelet op het advies van de Adviescommissie voor jeugdorganisaties, uitgebracht op 2 februari 2022;

Gelet op het advies nr. 71/096 van de Raad van State, uitgebracht op 16 maart 2022, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het dienstig is de regelingen voor de opleiding van animatoren en coördinatoren van vakantiecentra aan te passen aan de door het Overlegcomité genomen maatregelen om de verspreiding van COVID-19 te beperken;

Overwegende dat de bepalingen van dit besluit bedoeld zijn om de organisatie van opleidingen mogelijk te maken en niet om de verwerving van de kwalificatie die animatoren en coördinatoren aan het eind van de cursus hebben verkregen, te vertragen;

Overwegende dat het onmogelijk is een residentiële opleiding tot 22 december 2021, ten vroegste, kan worden georganiseerd;

Overwegende het gunstige advies van de algemene adviescommissie voor vakantiecentra over de organisatie van opleidingen voor animatoren en coördinatoren van vakantiecentra, uitgebracht op 21 januari 2022, waarin de noodzaak van de voorgestelde maatregelen wordt onderstreept en wordt herinnerd aan het belang van residentiële opleidingen;

Overwegende het gunstige advies van de adviescommissie voor jeugdorganisaties, uitgebracht op 2 februari 2022, waarin wordt benadrukt dat de organisatie van opleidingen mogelijk moet worden gemaakt en wordt aangedrongen op een zo spoedig mogelijke hervatting van de residentiële werkzaamheden;

Op de voordracht van de minister van Kind en de minister van Jeugd;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° "het decreet": het decreet van 17 mei 1999 betreffende de vakantiecentra;

2° "het besluit": het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 27 mei 2009 betreffende de opleiding van de animatoren en de coördinatoren van de vakantiecentra, de machtiging van de opleidingsinstellingen, de goedkeuring van de brevetten, de gelijkwaardigheid en de adviescommissie voor de opleiding.

Art. 2. In afwijking van artikel 6 van het besluit en enkel voor de opleidingen waarvan een deel plaatsvindt in 2020, 2021 of 2022, zijn de praktische procedures van organisatie van de opleiding tot animator de volgende:

1° een theoretische opleiding van honderdvijftig uur en een praktische stage van honderdvijftig uur, gespreid over een periode van maximaal achtenveertig maanden;

2° minstens honderdtien uur theoretische opleiding, georganiseerd in een residentieel kader in minstens twee en ten hoogste acht periodes;

3° na minstens 40 uur theorie worden minstens één of twee praktijkstageperiodes van in totaal vijfenzeventig uur gevolgd.

Het aantal van honderdvijftig uren theoretische opleiding, vermeld in het eerste lid, 1°, wordt in een residentieële omgeving verwezenlijkt. Indien de organisatie van de opleiding echter om gezondheidsredenen moet worden aangepast in verband met COVID-19, kan een deel van de theoretische opleidingsuren buiten de woonplaats of via videoconferentie worden georganiseerd, met een door de jeugddienst verleende afwijking.

In geval van afwijking bedraagt het aantal uren theoretische opleiding in een niet-residentieële cursus maximaal 75 uur en het aantal uren videoconferentie maximaal 40 uur over de gehele cursus. Indien de residentieële uren onder deze afwijking vallen, wordt de inhoud van de in artikel 4 van het besluit bedoelde opleiding van animator aangevuld met inhoud die betrekking heeft op de residentieële vakantiecentra. Deze inhoud is goedgekeurd door de jeugddienst en omvat minstens de aspecten beheer van de animatie, logistiek en menselijke betrekkingen binnen het residentieële luik, alsmede zelfkennis in een residentieële structuur.

Het verzoek om een afwijking moet schriftelijk worden ingediend bij de Dienst Jeugd en moet minstens de volgende elementen omvatten: de redenen die het onmogelijk maken een residentieële cursus te organiseren, een beschrijving van de wijzigingen die in de cursus worden aangebracht en de aangepaste inhoud, en de wijze waarop de bijdragen van de residentieële cursus zullen worden gecompenseerd.

De termijn van achtenveertig maanden, bedoeld in het eerste lid, 1°, kan uitzonderlijk worden verlengd bij een door de Jeugddienst toegestane afwijking.

Art. 3. In afwijking van artikel 11 van het besluit, en enkel voor opleidingen waarvan een deel plaatsvindt in 2020, 2021 of 2022, zijn de praktische procedures voor de organisatie van de coördinatoropleiding de volgende:

1° een eerste praktijkstage van minstens honderd uur als gebrevetteerd animator of gelijkwaardig in een overeenkomstig het decreet erkend vakantiecentrum, af te ronden vóór de eerste praktijkstage van vijfenzeventig uur als coördinator;

2° een theoretische opleiding van honderdvijftig uur, waarvan minstens honderdtien uur residentieële opleiding, gespreid over twee cycli. Elke cyclus omvat minstens:

a) 70 uur theoretische opleiding;

b) 75 uur praktijkstage als coördinator ;

c) acht uur theoretische opleiding met collectieve beoordeling.

De twee cycli, bedoeld in het eerste lid, 2°, duren in totaal minstens twaalf maanden en ten hoogste achtenveertig maanden. Zij worden als volgt georganiseerd:

1° tijdens de eerste opleidingscyclus moet de praktische opleiding onder toezicht staan van een gebrevetteerd coördinator of tijdens de tweede opleidingscyclus het voorwerp hebben uitgemaakt van een overeenkomst met de inrichtende macht van het vakantiecentrum. In deze overeenkomst worden de praktische regelingen voor de begeleiding gespecificeerd. De opleidingscommissie is belast met de opstelling van een model voor de opstelling van deze overeenkomst;

2° tijdens de tweede opleidingscyclus wordt de praktische stage als volwaardig coördinator, op de vlakte of via een verblijf uitgevoerd.

Het aantal van honderdtien uren theoretische opleiding, vermeld in lid 1, 2°, wordt in een residentieële omgeving gegeven. Indien de organisatie van de opleiding om gezondheidsredenen echter moet worden aangepast in verband met COVID-19, kunnen deze uren theoretische opleiding face-to-face of virtueel worden georganiseerd, met een door de jeugddienst verleende afwijking.

In het geval van een afwijking bedraagt het aantal uren theoretische opleiding in een niet-residentieële opleiding maximaal 55 uur en het aantal uren virtuele opleiding maximaal 40 uur over de gehele opleiding. Indien de residentieële uren onder deze afwijking vallen, wordt de inhoud van de in artikel 4 van het besluit bedoelde opleiding van animator aangevuld met inhoud die betrekking heeft op de residentieële vakantiecentra. Deze inhoud is goedgekeurd door de jeugddienst en omvat minstens de aspecten animatie, logistiek en menselijke betrekkingen binnen de residentieële structuur, alsmede zelfkennis in een residentieële toestand.

Het verzoek om een afwijking moet schriftelijk worden ingediend bij de Dienst Jeugd en moet minstens de volgende elementen omvatten: de redenen waarom de cursus niet als residentiële cursus kan worden georganiseerd, een beschrijving van de in de cursus aangebrachte wijzigingen en de aangepaste inhoud, en de wijze waarop de bijdragen van de niet-residentiële cursus zullen worden gecompenseerd.

Art. 4. In afwijking van artikel 14 van het besluit geldt voor opleidingen die tussen 25 mei 2020 en 31 december 2022 worden georganiseerd, als minimumbegeleidingsnorm voor de theoretische opleidingsperiode één opleider per groep van twaalf deelnemers.

Art. 5. In afwijking van artikel 17, §1 van het besluit worden voor de praktijkstages die worden georganiseerd tussen 1 juli en 31 december 2022, indien de organisatie van het vakantiecentrum om gezondheidsredenen moet worden aangepast of onderbroken wegens COVID-19, de gepresteerde praktijkuren voor de praktijkstage gewaardeerd volgens de volgende berekening:

1° wanneer de praktische opleiding in een verblijf of in een kamp wordt gegeven, telt één dag met elf uren opvang als vijftien uren praktische opleiding;

2° wanneer de praktische opleiding op de vlakte wordt gegeven, telt één dag met zeven uren opvang als tien uren praktische opleiding.

Art. 6. De minister van Jeugd is gemachtigd om de in dit besluit bedoelde termijnen te verlengen, doch uiterlijk tot het jaar 2023.

Art. 7. Het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 11 februari 2021 betreffende de opleiding van de animatoren en de coördinatoren van de vakantiecentra, de machtiging van de opleidingsinstellingen, de goedkeuring van de brevetten, de gelijkwaardigheid en de adviescommissie voor de opleiding in het kader van de gezondheidscrisis COVID-19 wordt opgeheven.

Art. 8. Bij wijze van overgangsmaatregel worden de periodes die worden gepresteerd met toepassing van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 11 februari 2021 betreffende de opleiding van de animatoren en de coördinatoren van de vakantiecentra, de machtiging van de opleidingsinstellingen, de goedkeuring van de brevetten, de gelijkwaardigheid en de adviescommissie voor de opleiding in het kader van de gezondheidscrisis COVID-19 meegerekend in het aantal opleidingsuren bedoeld in de artikelen 2, 3 en 4, en dit tot het einde van de betrokken opleiding.

Art. 9. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2022.

Art. 10. De Ministers bevoegd voor jeugd en kinde zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 31 maart 2022.

Voor de regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,

B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie, Universitaire Ziekenhuizen, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,

V. GLATIGNY

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN BRUSSEL-HOOFDSTAD

[C - 2022/32314]

12 MEI 2022. — Besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie tot wijziging van het koninklijk besluit van 26 april 2007 houdende vaststelling van de normen waaraan het coördinerend gespecialiseerd oncologisch zorgprogramma voor borstkanker en het gespecialiseerd oncologisch zorgprogramma voor borstkanker moeten voldoen om te worden erkend

Het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie,

Gelet op van de ordonnantie van 4 april 2019 betreffende de erkenning, de programmatie en de erkenningsprocedures van de ziekenhuizen, vormen van samenwerkingsverbanden tussen ziekenhuizen of ziekenhuisactiviteiten, artikel 3;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 april 2007 houdende vaststelling van de normen waaraan het coördinerend gespecialiseerd oncologisch zorgprogramma voor borstkanker en het gespecialiseerd oncologisch zorgprogramma voor borstkanker moeten voldoen om te worden erkend;

COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE DE BRUXELLES-CAPITALE

[C - 2022/32314]

12 MAI 2022. — Arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune modifiant l'arrêté royal du 26 avril 2007 fixant les normes auxquelles le programme coordinateur de soins oncologiques spécialisé pour le cancer du sein et le programme de soins oncologiques spécialisé pour le cancer du sein doivent satisfaire pour être agréés

Le Collège réuni de la Commission communautaire commune,

Vu l'ordonnance du 4 avril 2019 relative à l'agrément, à la programmation et aux procédures d'agrément des hôpitaux, des formes de collaboration hospitalière ou des activités hospitalières, l'article 3 ;

Vu l'arrêté royal du 26 avril 2007 fixant les normes auxquelles le programme coordinateur de soins oncologiques spécialisé pour le cancer du sein et le programme de soins oncologiques spécialisé pour le cancer du sein doivent satisfaire pour être agréés ;